

Jean-Pierre Robin: «Avant de repeindre le pays en vert, rose ou bleu, laver sa crasse bureaucratique»

CHRONIQUE - Le choc de 2020 rappelle «l'étrange défaite» de 1940 et celle de 1870.

Par **Jean-Pierre Robin**

Publié hier à 16:58, mis à jour hier à 16:58



La France est, après le Danemark, le pays qui consacre le plus d'argent à ses dépenses hospitalières, mais ses soignants sont parmi les plus mal payés d'Europe. *CHRISTOPHE LEPETIT/Le Figaro Magazine*



Nouveauté abonnés

Les lettres des journalistes

Découvrez nos nouvelles lettres thématiques
rédigées par vos journalistes

CHOISIR MES LETTRES

Il n'y a que l'embarras du choix pour construire «le monde d'après»: le vert pomme des écolos, le rose bonbon socialiste, et pour le bleu, deux options s'offrent à nous. Le «bleu horizon», tirant vers le gris, des souverainistes et le «bleu marial» (celui du drapeau européen choisi par les pères fondateurs de l'Europe tous de confession catholique!). Mais une chose est sûre, il serait vain de repeindre si au préalable la couche de crasse accumulée avec le temps n'a pas été récurée. Or la crise du Covid-19 aura eu au moins le mérite de faire prendre conscience du «cancer bureaucratique».

On le connaît bien sûr depuis des lustres. «*Nous avons en France plus de lois que tout le reste du monde ensemble*», notait Montaigne en 1580. Le pays fonctionne avec 400.000 normes, selon le décompte d'Alain Lambert et Jean-Claude Boulard, rapporteurs de «la mission de lutte contre l'inflation normative».

Cette fois, chacun aura vécu dans sa chair la folie réglementaire en signant quotidiennement « les attestations de déplacement dérogatoire », triste copie conforme des Ausweis du temps de l'Occupation allemande.

Cette fois, chacun aura vécu dans sa chair la folie réglementaire en signant quotidiennement «les attestations de déplacement dérogatoire», triste copie conforme des *Ausweis* du temps de l'Occupation allemande. Une gouttelette dans l'océan du virus paperassier sorti des 56 ordonnances votées par le Parlement pour organiser l'état d'urgence sanitaire toujours en vigueur. Fin avril, *La Revue des droits de l'homme* avait recensé plus de 1 200 arrêtés préfectoraux, tous exorbitants du droit commun.

Jamais le pouvoir politico-administratif n'a été aussi autoritaire

Rationnement des masques par l'État, encadrement des prix des gels hydroalcooliques et des masques chirurgicaux, liste des commerces devant fermer établie à la hussarde un dimanche matin 15 mars à Bercy: jamais le pouvoir politico-administratif n'a été aussi autoritaire. *«Dans le domaine économique, notre administration est la fille du gouvernement de Vichy ; je veux dire qu'elle se comporte comme si elle était chargée d'administrer la pénurie»*, constatait avec effarement peu avant sa mort en 1974 le président Georges Pompidou (*Le Nœud gordien*).

Sauf que la pénurie fut calibrée ex abrupto par les bureaux eux-mêmes. Et ils eurent la main lourde. À en juger par les premiers bilans chiffrés, l'arrêt de l'économie a été bien plus violent en France que chez nos voisins.

«Cette crise a montré la faillite de la bureaucratie et de la centralisation», en conclut avec bien d'autres Valérie Pécresse, dans son rôle en tant que présidente de la région Île-de-France. Serait-ce le péché originel de la V^e République? Son fondateur était d'ailleurs conscient des excès de la centralisation au point que le général de Gaulle proposa un référendum sur la régionalisation en 1969. Et faute d'obtenir l'accord des Français, il préféra partir...

À la fin des Trente Glorieuses, période heureuse s'il en fut, Alain Peyrefitte avait déjà identifié *Le Mal français*, titre de son best-seller paru en 1977. Après avoir été ministre influent des trois premiers présidents de la V^e (de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing), il y décrivait parfaitement les trois handicaps de notre société: la défiance mutuelle des Français, qui attendent tout de l'État central, dont la bureaucratie étouffe les faits et gestes de tout un pays.

Hypertrophie à l'hôpital

Peyrefitte donnait cet exemple prémonitoire des difficultés du printemps 2020. *«Pour la construction d'un centre hospitalo-universitaire (à Amiens), cinquante instances administratives, cent opérations - et dix années pour suivre ce jeu de loi»*. Que l'année 1977 et la ville soient celles de la naissance

d'Emmanuel Macron est fortuit, si ce n'est que celui-ci avait choisi ce CHU en avril 2018 pour préparer une énième réforme hospitalière. Sa visite est restée célèbre par ce dialogue avec une soignante se plaignant d'un manque de moyens: *«À la fin, c'est vous qui les payez aussi, vous savez. Y a pas d'argent magique»*, avait-il répliqué.

C'était avant la crise du Covid-19, et depuis, le président de la République a promis *«un plan massif»* pour l'hôpital. Mais il faudrait plus qu'un geste jupitérien en faveur des soignants, «héros de la nation», pour remédier au «mal français» qui n'a fait que s'aggraver depuis une quarantaine d'années et sous ses trois aspects.

Ainsi, malgré une douzaine de «lois de décentralisation» depuis le texte Defferre de 1982 pour *«rapprocher les citoyens des centres de décision»*, la France demeure une exception en Europe. Les collectivités territoriales maîtrisent à peine 20 % des dépenses publiques du pays, contre 31 % en moyenne dans la zone euro et 41 % en Allemagne selon une étude de France Stratégie (l'ex-Commissariat au plan).

Le climat social est exécration et les Français schizophrènes vis-à-vis de l'État, ne jurant que par lui tout en en faisant le bouc émissaire de leurs malheurs

La bureaucratie galopante s'illustre par ce paradoxe: nous sommes, après le Danemark, le pays qui consacre le plus d'argent à ses dépenses hospitalières (4,1 % du PIB), mais nos soignants sont parmi les plus mal payés d'Europe en raison de l'hypertrophie des personnels administratifs (34 % des emplois en France contre 24 % en Allemagne). Idem dans l'enseignement.

Quant à la méfiance collective, elle suinte de partout. Le climat social est exécration et les Français schizophrènes vis-à-vis de l'État, ne jurant que par lui tout en en faisant le bouc émissaire de leurs malheurs.